

Document

Perspectives pour l'économie mondiale 2010

Croissance mondiale

(source : Banque mondiale)

21 janvier 2010

Après une profonde récession mondiale, la croissance économique est redevenue positive, l'intervention des autorités ayant permis de soutenir la demande et de réduire l'incertitude ainsi que le risque systémique associé aux marchés financiers. La reprise devrait toutefois être lente car les marchés financiers restent affaiblis, les mesures de relance budgétaires devront être retirées prochainement et les ménages des pays victimes d'un éclatement de la bulle des prix sont forcés de reconstituer leur épargne dans un contexte de chômage élevé. Même si la croissance mondiale devrait retourner en territoire positif en 2010, le rythme de la reprise sera lent et soumis à des incertitudes. Après un repli estimé à 2,2 % en 2009, la production mondiale devrait progresser de 2,7 % et 3,2 % respectivement en 2010 et 2011 (-1,0 %, 3,5 % et 4,0 % selon un calcul basé sur la pondération de la parité du pouvoir d'achat).

Le principal frein à la croissance mondiale vient des pays à revenu élevé dont les économies devraient se contracter de 3,3 % en 2009. Le Japon, où les conséquences de la crise mondiale ont été plus marquées que dans d'autres pays à revenu élevé, a affiché la plus forte baisse de croissance (-5,4 %). On prévoit respectivement un taux de croissance de 2,5 % et 2,9 % en 2010 pour les États-Unis et les pays à revenu élevé n'appartenant pas à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

L'impact de la crise économique mondiale sur les pays en développement s'est principalement manifesté sous la forme d'une forte contraction de l'activité industrielle mondiale liée à la réduction soudaine des programmes d'investissement et de la demande de biens de consommation durable ainsi qu'aux efforts généralisés de réduction des stocks face à des perspectives d'avenir incertaines. La baisse de la demande pour les exportations, du prix des produits de base et des flux de capitaux est venue exacerber la crise. Dans l'ensemble, la croissance des pays en développement a reculé de 1,2 % en 2009 selon les estimations, contre une progression de 5,6 % en 2008.

Sur le plan régional, ce sont les pays en développement d'Europe et d'Asie centrale qui ont été le plus touchés par la crise, leur PIB se contractant de 6,2 % (-8,7 % pour la Fédération de Russie). Ceci s'explique principalement par la baisse du prix du pétrole (Russie) et les difficultés de financement des importants déficits courants dans un environnement caractérisé par l'aversion au risque.

La croissance de la région Asie de l'Est et Pacifique (en particulier la Chine) et de l'Asie du Sud (en particulier l'Inde) a fait preuve de résistance, soutenue par un programme de relance budgétaire exceptionnel en Chine et par une gestion macroéconomique habile en Inde. Entre 2008 et 2009, la croissance de la région Asie de l'Est et Pacifique a, selon les estimations, reculé de seulement 1,2 points de pourcentage à 6,8 % tandis que celle de l'Asie du Sud est restée stable à 5,7 %. Toujours selon les estimations, la croissance du PIB chinois est passée de 9 % en 2008 à 8,4 % en 2009 mais devrait remonter vers 9 % avant la fin de la période des prévisions.

Ces évolutions se reflètent également dans la production industrielle mondiale qui a nettement chuté dans le sillage de la crise financière. En février 2009, elle affichait un recul annualisé de 27 % mais en avril/mai, elle avait entamé une reprise (figure 1.5), alimentée initialement par l'accélération de la croissance chinoise suite à la mise en place d'un plan de relance budgétaire de 575 milliards de dollars (sur cinq trimestres). L'augmentation de la demande des importations en Chine s'est rapidement propagée aux autres pays et la production industrielle est redevenue positive pour les pays émergents (hors Chine) en mars 2009 et pour les pays à revenu élevé en mai 2009. À mesure de l'atténuation des effets des mesures de relance et de l'accumulation des stocks, les taux de croissance de la production industrielle ont commencé à baisser.

L'évolution de la demande des ménages et des entreprises dans les mois à venir nous dira si ce repli est le signe d'une transition vers une croissance moins rapide et plus conforme à l'évolution de la demande sous-jacente, ou s'il s'agit des prémisses d'une récession à double creux (voir la section sur les Risques ci-après).

Selon les estimations, la production des économies à revenu élevé s'est contractée de 3,3 % en 2009 et le PIB cumulé de ces pays a chuté pour la première fois depuis 1960. Les flux commerciaux entre les pays à revenu élevé ont été particulièrement faibles, tout comme la production industrielle qui a affiché des replis pointe-creux de plus de 20 % dans des pays comme les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Allemagne et le Japon.

Nous assistons actuellement à un net rebond de la croissance qui a été initialement alimenté par la reprise des investissements dans les pays en développement, en particulier en Chine et dans les économies nouvellement industrialisées d'Asie de l'Est, qui s'est ensuite propagée aux pays exportateurs de biens d'équipement comme l'Allemagne et le Japon. La contribution des pays à revenu élevé à la production mondiale et à la croissance des échanges a commencé à augmenter grâce aux effets favorables des mesures de relance sur la demande domestique et les importations ainsi qu'à l'évolution du cycle des stocks.

Soutenus par d'importants programmes de relance, le Japon, l'Allemagne et la France ont retrouvé le chemin de la croissance au deuxième trimestre 2009 et le PIB des États-Unis a progressé de 2,0 % au troisième trimestre. Les données publiées récemment signalent également une progression continue de la production au Japon, avec un taux de croissance de 1,3 % au troisième trimestre (taux moyen corrigé des variations saisonnières).

Le rebond de la croissance des pays à revenu élevé devrait se maintenir sur les prochains mois mais pourrait perdre de la vitesse au cours de l'année 2010 à mesure que l'impact des mesures de relance et de l'accumulation des stocks sur la croissance s'atténue. Au plus fort de la récession, les variations d'accumulation des stocks ont réduit la croissance annualisée de 2,4 % au premier trimestre 2009 (figure 1.6). Le cycle des stocks devrait constituer un facteur essentiel de la reprise aux États-Unis et dans les économies nouvellement industrialisées étant donné que le déstockage y a été particulièrement marqué au plus fort de la crise. En Europe, bien que l'accumulation plus lente des stocks ait pesé sur la croissance, leur reconstitution se poursuit à un rythme modéré. Par conséquent, le cycle des stocks en Europe devrait être moins important et plus court.

Aux États-Unis, malgré le redressement de la croissance constaté au second semestre, le PIB pour l'année 2009 aurait reculé de 2,5 % selon les estimations. La reprise devrait se poursuivre en 2010, soutenue par le cycle des stocks, le creux atteint par la crise du secteur du logement et les mesures de relance budgétaires et monétaires. Le rythme de la reprise devrait toutefois ralentir vers le milieu de l'année à mesure que l'impact de ces facteurs s'atténue et que la consolidation du bilan des banques et les effets négatifs sur la richesse pèsent sur la demande domestique. Dans l'ensemble, la croissance devrait s'inscrire à 2,5 % en 2010 et se stabiliser au niveau relativement modeste de 2,7 % en 2011.

Selon les estimations du FMI, même si les dépréciations d'actifs des banques totalisent déjà 1 300 milliards de dollars pour le premier semestre 2009, de nouvelles dépréciations d'environ 1 500 milliards de dollars pourraient être à prévoir étant donné que les banques domiciliées aux États-Unis n'ont comptabilisé jusqu'à présent qu'environ 60 % des dépréciations prévues.

Dans les pays à revenu élevé d'Europe, le PIB devrait reculer de 3,9 % en 2009 et s'inscrire en hausse de seulement 1,0 % en 2010. La croissance de la région devrait bénéficier d'une politique budgétaire et monétaire favorable à la demande domestique et de l'amélioration de la demande mondiale. Toutefois, les problèmes de bilans persistants des banques de la zone euro devraient continuer de peser sur l'environnement financier. Jusqu'à présent, les banques commerciales n'ont pas vraiment eu recours aux programmes de sauvetage des gouvernements et ces derniers ne les ont pas encore modifiés. Par conséquent, les restrictions en matière de prêts devraient continuer de peser sur les dépenses d'investissement. Selon la dernière Financial Stability Review de la BCE (2009), deux tiers seulement des pertes potentielles des grandes banques européennes ont fait l'objet de provisions ou été amortis jusqu'à présent et les pertes potentielles restantes s'élèvent à environ 187 milliards d'euros.

La production de l'Allemagne a joué un rôle clé dans l'évolution générale de la zone euro. L'économie allemande a progressé à un rythme annualisé de 2,9 % au troisième trimestre 2009 grâce principalement aux investissements d'entreprises et à la construction, dans un contexte de baisse de la consommation privée. À terme, la forte reprise des commandes étrangères pour les produits manufacturés indique que les exportations nettes devraient soutenir la croissance. Par ailleurs, l'accroissement des dépenses publiques alimentera l'activité au second semestre 2009 et pendant une bonne partie de l'année 2010 mais parallèlement, la hausse du chômage pèsera sur la consommation privée.

En France, la production du troisième trimestre a bénéficié d'une hausse des exportations tandis que les dépenses privées restaient stables et que les investissements en capital fixe continuaient de baisser. En général, la France a été moins affectée que les autres pays riches car elle n'est ni un grand fournisseur de crédits internationaux ni dépendante de l'emprunt. De plus, le gouvernement français est intervenu lorsque la demande privée s'est effondrée. Bien que la récession au Royaume-Uni ait été plus marquée que ne l'envisageaient la plupart des prévisions initiales, la croissance du PIB devrait redevenir positive au quatrième trimestre, mettant ainsi fin à six trimestres consécutifs de baisse.

L'économie du Japon a affiché une croissance révisée de 1,3 % (moyenne corrigée des variations saisonnières) au troisième trimestre. Cette reprise s'explique principalement par les mesures de relance déployées à la fois sur le plan domestique et à l'étranger. Des incitations fiscales ainsi qu'un programme de prime pour l'achat de produits écologiques encouragent les consommateurs japonais à opter pour des voitures à faible émission et des appareils ménagers économiques. Parallèlement, les volumes d'exportation ont bénéficié d'une demande étrangère accrue pour les produits nippons, notamment pour les voitures et produits associés aux États-Unis et pour les produits électroniques en Chine.

Sur les prochains trimestres, la croissance devrait être favorisée par la fin de la liquidation des stocks à la fois sur le marché domestique et à l'étranger ainsi que par les effets persistants des programmes de relance. La croissance pourrait de nouveau être sous pression en 2010/11 à mesure que l'impact du programme de relance s'atténue et face à la modeste reprise anticipée des principaux partenaires commerciaux.

Une analyse plus poussée des six régions en développement est disponible à la section "Perspectives régionales".

La plupart des pays en développement n'étaient pas directement impliqués dans les comportements risqués qui ont donné lieu à la crise financière et les systèmes bancaires de la plupart des régions n'avaient qu'une exposition limitée aux prêts subprimes. Pourtant, l'activité économique de presque tous ces pays a été sérieusement affectée. Au premier trimestre 2009, 25 des 31 pays en développement (pour lesquels des données comptables nationales trimestrielles sont disponibles) affichaient des taux de croissance négatifs (figure 1.7).

La demande domestique de ces pays a été particulièrement affectée par le net repli de la croissance des investissements en capital fixe qui est passée de 13,4 % en 2007 à 8,5 % en 2008 et est estimée à 1,3 % pour 2009. Dans un contexte de baisse de la demande domestique et étrangère, la production industrielle s'est retrouvée sous pression. À la fin du premier trimestre 2009, elle avait perdu 12,9 % par rapport à la même période de l'année précédente, le volume et la valeur des exportations des pays en développement avaient chuté de 30,2 % et 17,6 % respectivement et les prix des produits de base qui avaient soutenu la croissance pendant les années de hausse des marchés dans de nombreux pays avaient nettement baissé. Par ailleurs, le gel des flux de capitaux dans les pays à revenu élevé et la hausse des coûts d'emprunt ont généré un déficit de financement massif de 690 milliards de dollars qui a dû être comblé par une réduction des importations, des licenciements et, dans certains cas, d'importantes injections de capitaux étrangers par le biais d'agences publiques telles que le FMI, la Banque mondiale et diverses banques de développement régionales.

Par conséquent, la croissance du PIB des pays en développement a chuté brutalement pour ressortir à seulement 1,2 % sur l'année. Les pays en développement d'Europe et d'Asie centrale, qui affichaient au début de la crise d'importants déficits courants liés à une croissance de la consommation financée par le crédit international et les IDE, ont été les plus durement touchés, leur PIB s'étant contracté de 6,2 % en 2009 selon les estimations. À l'exception de ces pays ainsi que de la Chine et de l'Inde, qui ont pu éviter les pires effets de la crise grâce à d'importants programmes de relance budgétaires et monétaires, le PIB des autres pays en développement a chuté de 2,2 % en 2009 selon les estimations, niveau nettement inférieur à la

croissance tendancielle de 3,0 % qu'ils connaissaient avant la crise. Si, dans l'ensemble, la croissance des pays en développement est restée positive, la décélération et les déséquilibres causés ont été violents. Le chômage augmente, 90 millions de personnes supplémentaires devraient rester en dessous du seuil de pauvreté (moins de 1 dollar par jour) d'ici à la fin de 2010 des suites du ralentissement de la croissance et on prévoit 30 000 à 50 000 décès supplémentaires parmi les enfants pour cause de malnutrition en 2009 (Friedman and Schady 2009).

Les perspectives des pays en développement tablent sur une reprise relativement soutenue en 2010, avec une croissance cumulée de 5,2 % ou 3,7 % si l'on ne tient pas compte de la Chine, de l'Inde et de la région Europe et Asie centrale. La production devrait poursuivre sa progression en 2011, quoique à un rythme modéré, avec une croissance de 5,8 % pour l'ensemble des pays en développement et de 4,1 % pour les pays en développement hors Chine, Inde et Europe et Asie centrale.